

GUINÉE

LE POINT SUR LA RECHERCHE AGRICOLE DU SECTEUR PUBLIC

Gert-Jan Stads, Famoï Béavogui et Sékou Diawara

Note de Pays • Mai 2010

TENDANCES À LONG TERME DES INVESTISSEMENTS ET DES CAPACITÉS EN R&D AGRICOLE PUBLIQUE

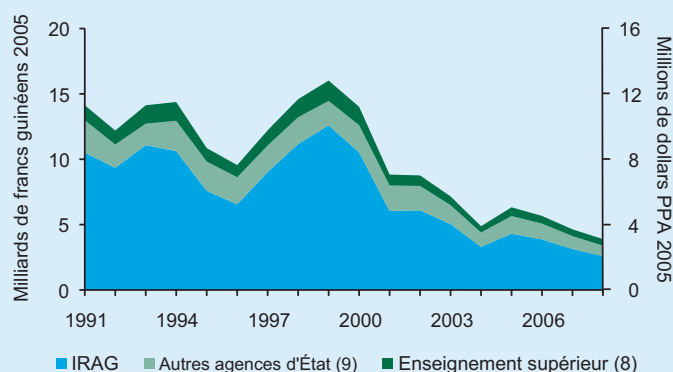
Depuis le début des années 1990, la recherche et développement (R&D) agricole en Guinée se caractérise par une baisse des dépenses et par une capacité qui est restée plus ou moins inchangée. En 2008, le pays employait 229 chercheurs agricoles comptés en équivalents temps plein (ÉTP). Les dépenses nationales pour la R&D agricole s'élevaient à 3,9 milliards de francs guinéens, soit 3,2 millions de dollars PPA (les deux sommes sont exprimées en prix constants de 2005), ce qui représente un niveau bien inférieur aux niveaux enregistrés dans les années 1990 (cf. figures 1 et 2 ; tableau 1). Sauf indication contraire, les prix énoncés dans le présent texte ont été calculés en appliquant les taux de change dits parité de pouvoir d'achat (PPA), qui permettent de mieux refléter le pouvoir d'achat des devises que ne le font les taux de change classiques. Les taux PPA permettent en effet de comparer les prix d'un éventail plus large de biens et de services échangés sur les marchés locaux (par opposition à internationaux).¹

En 2008, l'Institut de recherche agronomique de Guinée (IRAG), le plus important organisme de recherche agricole du pays, employait environ deux tiers de l'effectif total de chercheurs

Tendances principales depuis 2000

- Les dépenses publiques en recherche et développement (R&D) agricole de la Guinée montrent une baisse progressive en raison de l'affaiblissement du soutien des bailleurs de fonds et des subventions de l'État.
- La capacité totale de R&D agricole guinéenne est restée stable pendant la période 2000–2008, avoisinant en moyenne les 220 chercheurs comptés en équivalents temps plein (ÉTP).
- L'Institut de recherche agronomique de Guinée (IRAG), le principal organisme de R&D agricole du pays, représente environ les deux tiers de l'effectif total des chercheurs comme des dépenses consacrées à la R&D agricole en Guinée.
- Au cours de la période 2000–2008, l'IRAG était fortement tributaire des financements de la France et de la Banque mondiale.
- L'avenir du financement de la R&D agricole en Guinée demeure très incertain vu la suspension d'aide des bailleurs de fonds face à la situation politique actuelle.

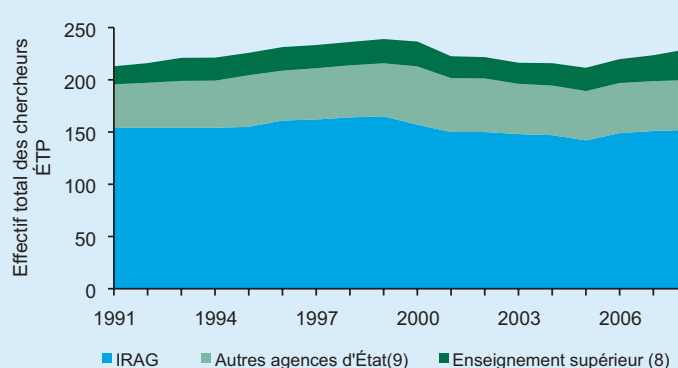
Figure 1—Dépenses, ajustées de l'inflation, pour la R&D agricole, 1991–2008



Sources : calculs effectués par les auteurs, basés sur IFPRI-IRAG 2009 et Stads et Béavogui 2003.

Notes : les nombres entre parenthèses indiquent le nombre d'organismes dans les catégories correspondantes. L'échantillon d'agences comprend un organisme qui a terminé ses activités de recherches en 2003. Pour de plus amples informations sur la couverture et les procédures d'estimation statistique, voir la page « Guinée » sur le site web ASTI à l'adresse www.asti.cgiar.org/fr/guinee.

Figure 2—Effectifs chercheurs agricoles employés, en ÉTP, 1991–2008



Sources : calculs effectués par les auteurs, basés sur IFPRI-IRAG 2009 et Stads et Béavogui 2003.

Note : les nombres entre parenthèses indiquent le nombre d'organismes dans les catégories correspondantes. L'échantillon d'agences comprend un organisme qui a terminé ses activités de recherches en 2003. Sont inclus les chercheurs expatriés français et nord-coréens au sein de l'IRAG.

Tableau 1—Vue d'ensemble des niveaux de dépenses et des effectifs de recherche affectés à la R&D, 2008


Type d'organisme	Dépenses totales			Effectifs totaux de recherche	
	Francs guinéens	Dollars PPA	Part	Effectifs	Part
	(prix en millions 2005)		(%)	(ÉTP)	(%)
IRAG	2.591,4	2,1	67	152,0	66
Autres agences d'État (8)	797,9	0,7	21	47,7	21
Enseignement supérieur (8)	501,9	0,4	13	29,6	13
Total (17)	3.891,2	3,2	100	229	100


Source : compilation effectuée par les auteurs, en utilisant les données IFPRI-IRAG 2009.


Notes : les nombres entre parenthèses indiquent le nombre d'organismes dans les catégories correspondantes ; l'effectif total de recherche inclut les ressortissants français et nord-coréens employés comme chercheurs par l'IRAG ; leurs salaires sont compris dans le total des dépenses.

agricoles du pays et absorbait également les deux tiers des dépenses nationales réalisées dans ce domaine. Depuis sa création en 1989, l'IRAG a été fortement tributaire des dons obtenus grâce à cinq grands projets financés par le Gouvernement français et par la Banque mondiale (cf. le paragraphe intitulé « sources de financement », à la page 4). L'enveloppe budgétaire nationale réservée à l'IRAG se caractérise par un manque total de régularité. L'achèvement de chacun des projets mentionnés ci-dessus a entraîné de fortes baisses de dépenses qui, à leur tour, ont eu de graves répercussions sur les opérations quotidiennes de l'institut. L'achèvement, en 2000, du Projet national de services agricoles (PNSA) financé par la Banque mondiale a notamment eu une forte incidence sur les niveaux de dépenses globales de l'IRAG. Contrairement à la tendance des dépenses annuelles, le total des effectifs de recherche de l'IRAG s'avère assez stable, avoisinant les 150 chercheurs ÉTP pendant toute la période 1991–2008. En

Interaction avec le site web ASTI

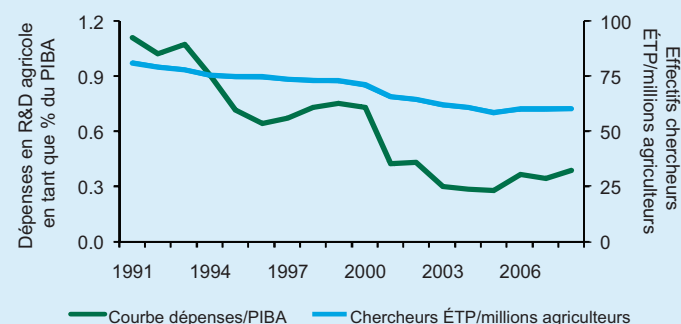
 L'abrégé sur la Guinée qu'ASTI a publié en 2003 présente une description plus détaillée des changements institutionnels affectant la recherche agricole guinéenne. Cf. http://www.asti.cgiar.org/pdf/Guinea_CB12_Fr.pdf.

 Les ensembles de données de base peuvent être téléchargés en se servant de l'outil informatique ASTI que vous trouverez à l'adresse [asti.cgiar.org/fr/data](http://www.asti.cgiar.org/fr/data).

 Cette fiche de synthèse présente des données globales ; des tableaux et des graphiques montrant une information plus détaillée sont affichés à l'adresse [asti.cgiar.org/fr/guinea/datatrends](http://www.asti.cgiar.org/fr/guinea/datatrends).

www.asti.cgiar.org/fr/guinea

Figure 3—Intensité des dépenses et des capacités afférentes à la recherche agricole, 1991–2008



Sources : calculs effectués par les auteurs, basés sur IFPRI-IRAG 2009 ; Stads et Béavogui 2003 ; FAO 2009 ; Banque mondiale 2009.

2008, l'institut employait 152 chercheurs ÉTP (y compris cinq ressortissants français et quatre nord-coréens).

Neuf autres agences gouvernementales sont impliquées dans la R&D agricole en Guinée. En 2008, ces agences employaient au total 48 chercheurs agricoles ÉTP, soit un cinquième de l'effectif total des chercheurs agricoles en Guinée. Les agences les plus importantes de ce groupe sont le Centre national des recherches halieutiques de Boussoira (CNSHB) et l'Institut Pasteur de Guinée (IPG) ; en 2008, le premier employait 17 chercheurs agricoles ÉTP, et le second en comptait 13. Pour les autres agences, l'effectif correspondant (pour la même année) ne dépassait pas les cinq chercheurs ÉTP.

La catégorie « enseignement supérieur » comprend six unités relevant de l'Institut supérieur agronomique et vétérinaire Valéry Giscard d'Estaing de Faranah (ISAVF) et deux unités placées sous l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry (UC). L'ISAVF et l'UC ont signalé une augmentation modérée de la capacité de recherche agricole au cours des dernières années. En 2008, le secteur de l'enseignement supérieur représentait 13 % de la capacité de R&D agricole guinéenne, par rapport à 8 % au début des années 1990. Comme aucune entreprise privée ne semblait effectuer de la R&D agricole en Guinée, le secteur privé est exclu de l'analyse dans cette note.

Le total des dépenses publiques en tant que pourcentage du produit intérieur brut agricole (PIBA) est un indicateur courant des investissements réalisés dans la recherche qui permet de placer les dépenses consacrées à la R&D agricole d'un pays dans un contexte comparable au niveau international. En 2008, pour chaque 100 dollars du PIBA, la Guinée investissait 0,39 dollar dans la R&D agricole, ratio bien inférieur aux taux comparables enregistrés pour les années 1990 (cf. figure 3). En parallèle avec cette baisse des dépenses publiques, la capacité de recherche a connu un déclin progressif, le nombre de chercheurs agricoles employés pour un million d'agriculteurs passant de 81 ÉTP en 1991 à 60 en 2008.

STRUCTURE INSTITUTIONNELLE ET ENVIRONNEMENT POLITIQUE

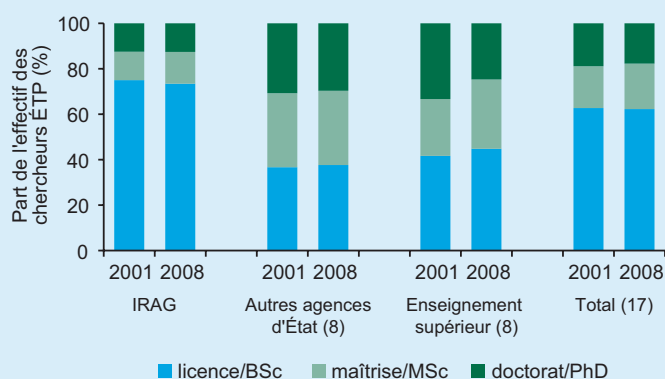
La structure institutionnelle de la recherche agricole guinéenne a peu changé depuis 2000. L'IRAG prédomine toujours, même si l'enseignement supérieur semble avoir graduellement gagné du terrain. Or l'IRAG ambitionne de tripler sa capacité de recherche

d'ici 2015, ambition qui ne sera réalisable que s'il peut compter sur un financement durable de la part du Gouvernement guinéen — chose très peu probable étant donné la crise politique actuelle. En 2009, l'IRAG entreprit, dans le cadre du Programme national de recherche-développement (PNRD), une grande restructuration de sa recherche en ramenant le nombre de programmes de 33 à 15. Depuis 2008, cinq programmes (systèmes agricoles, fruits, technologie alimentaire, biodiversité, riz) sont exécutés au centre régional de Foulaya en Basse Guinée ; quatre programmes (fonio, cultures maraîchères, production animale, sols) au centre régional de Bareng en Moyenne Guinée ; quatre programmes (coton, céréales, arachide, plantes à racines) au centre régional de Bordo en Haute Guinée ; et deux programmes (plantes pérennes, foresterie) au centre régional de Sérédou en Guinée Forestière. Le PNRD vise également à stimuler la collaboration scientifique entre l'IRAG et ses partenaires nationaux (universités), régionaux (centres partenaires dans des pays voisins) et internationaux. Ces derniers incluent des centres du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) et des centres français tels que l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD).

LES NIVEAUX DE QUALIFICATION DES CHERCHEURS ET L'OFFRE DE FORMATION

En 2008, 38 % du personnel de recherche agricole guinéen avaient accompli des études de 2^{ème} cycle et 18 % avaient obtenu un doctorat/PhD (cf. figure 4). Les femmes sont sous-représentées dans le groupe des titulaires d'un doctorat/PhD, ce qui correspond bien à aux tendances perçues au niveau régional. En 2008, sur les effectifs totaux de chercheurs agricoles titulaires d'un doctorat, on ne comptait que 0,2 ÉTP femmes, par rapport à 34,3 ÉTP hommes. À noter que la proportion totale de scientifiques de niveau PhD (hommes et femmes) était moins importante à l'IRAG que dans les autres agences gouvernementales et dans les agences d'enseignement supérieur. La faible proportion de chercheurs guinéens ayant une formation de troisième cycle, peut s'expliquer d'une part par l'absence de développement agricole et d'autre part par





Figure 4—Niveau de qualification des chercheurs, par catégorie institutionnelle, 2001 et 2008



Source : calculs effectués par les auteurs, basés sur IFPRI-IRAG 2009.

Note : les nombres entre parenthèses indiquent le nombre d'organismes dans les catégories correspondantes. Sont exclus les ressortissants étrangers employés par l'IRAG. Les données relatives à l'an 2001 incluent un organisme gouvernemental qui par la suite (en 2003) a cessé de faire de la recherche.

Interaction avec le site web ASTI

-  Vous trouverez la liste des organismes gouvernementaux et des établissements d'enseignement supérieur mentionnés dans ce rapport à l'adresse asti.cgiar.org/fr/guinea/agencies.
-  Une liste des définitions (des notions PPA et ÉTP et d'autres méthodes appliquées par ASTI) se trouve à l'adresse asti.cgiar.org/fr/methodology.
-  L'essentiel des données présentées dans cette fiche provient d'enquêtes. Certaines données ont été puisées à des sources secondaires ou bien résultent d'estimations. Pour en savoir plus sur la couverture, visitez asti.cgiar.org/fr/guinea/datacoverage.
-  D'autres ressources en information afférentes à la R&D agricole en Guinée peuvent être consultées à asti.cgiar.org/fr/guinea.

www.asti.cgiar.org/fr/guinea

l'isolement général du pays jusqu'au milieu des années 1980. La plupart des chercheurs les plus âgés, tant à l'IRAG que dans les autres agences de recherche agricole guinéennes, ont jadis fait leurs études dans les anciens pays communistes de l'Europe de l'Est ou d'Europe centrale. Les universités guinéennes n'offrent actuellement pas de formation de troisième cycle en sciences agricoles ou vétérinaires.

Au cours des années 1990, l'on a pu noter une légère amélioration des qualifications moyennes de la capacité de recherche de l'IRAG, mais cette évolution s'est interrompue depuis le tournant du millénaire. En 2008, l'IRAG employait 18 scientifiques titulaires d'un doctorat/PhD or, vers la fin de 2009, une trentaine de jeunes chercheurs de l'IRAG suivaient une formation à l'étranger, bénéficiant de subventions du FAC de la France. En effet, le FAC a financé, entre autres, une formation de troisième cycle (PhD) à Montpellier, une autre au Cameroun et la formation de plusieurs étudiants préparant un DEA ou Master/MSc dans des universités marocaines, sénégalaises, guinéennes ou françaises. Le retour des premiers diplômés est prévu en 2010.

Contrairement à ce que l'on observe dans beaucoup d'autres institutions nationales de recherche agricole dans d'autres pays africains, l'IRAG s'est rendu compte en temps opportun qu'une large part de son personnel de recherche et de soutien allait atteindre l'âge de la retraite dans un avenir peu lointain. Par conséquent, le recrutement et la formation de jeunes chercheurs constituaient des composantes prioritaires des projets FAC-2 et FSP. Ces deux projets ont permis à l'IRAG de recruter 11 jeunes chercheurs et d'en former 25 mais malgré

cela, le corps de recherche de l'institut se caractérise toujours par le vieillissement. Dans sa nouvelle phase, l'IRAG accorde une grande importance au renforcement des capacités axé sur les jeunes chercheurs. L'institut a élaboré une nouvelle politique de formation et entend élargir sa coopération avec les centres internationaux. Ceux qui veulent en profiter et suivre une formation à l'étranger sont tenus de signer un contrat en vertu duquel ils s'engagent à rester chercheurs de l'IRAG pendant au moins dix ans. Cette condition formelle permettra à l'IRAG d'éviter le risque du piège dans lequel sont tombés maints organismes de recherche d'autres pays, qui, après avoir renforcé leurs capacités humaines, en ont vu l'érosion du fait que des chercheurs nouvellement diplômés acceptent sans ambages des offres d'emploi travail lucratifs venant d'ailleurs.

TENDANCES DES INVESTISSEMENTS

Les dépenses

Comme la ventilation des budgets de recherche entre salaires, frais d'exploitation et dépenses d'investissement influe sur l'efficacité de la R&D agricole, une composante de la présente étude a consisté à recueillir auprès des organismes publics des données détaillées, spécifiées par catégorie de coûts. Au cours de la période 2000–2008, l'IRAG consacra la moitié de son budget aux frais de fonctionnement, en affectant 32 % aux salaires (sans compter les salaires des chercheurs français et nord-coréens) et 17 % aux dépenses d'immobilisation (cf. figure 5). D'importantes fluctuations marquèrent toute cette période, coïncidant pour une large part avec la fin des financements octroyés par la Banque mondiale et par la France. Si l'on exprime le total des dépenses de l'IRAG en francs guinéens courants, il se révèle inférieur de 25 % au niveau de 2000. Toutefois, en raison du taux d'inflation élevé qu'a connu la Guinée au cours de cette période, les dépenses de 2008 exprimées en prix constants ne représentaient qu'environ un quart du total enregistré huit ans plus tôt. Le niveau particulièrement bas des dépenses en 2004 (un million de dollars en prix PPA de 2005) s'explique par le fait que, cette année-là, l'institut ne reçut aucun financement de la part du Gouvernement français. Ce dernier renouvela son appui dès 2005 par les dons du FSP, mais on constate néanmoins une chute globale des dépenses

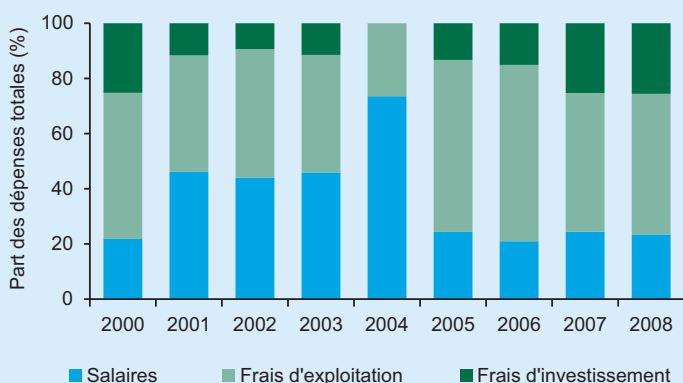
totales depuis 2005 (ce qui est de nouveau imputable au taux d'inflation élevé). Les financements octroyés par le FAC et le FSP de la France ont permis à l'IRAG de relancer son programme de formation et d'insertion des jeunes chercheurs et aussi de se connecter au réseau Internet. L'IRAG a, de plus, pu doter ses quatre centres régionaux d'un système d'information géographique (SIG) et développer certains programmes de recherches thématiques (tels que le programme sur les cultures pérennes).

S'agissant de la ventilation des dépenses par catégorie de coûts des trois autres agences gouvernementales impliquées dans la recherche agricole et pour lesquelles des données détaillées étaient disponibles, elle s'est révélée similaire à celle de l'IRAG.

Sources de financement

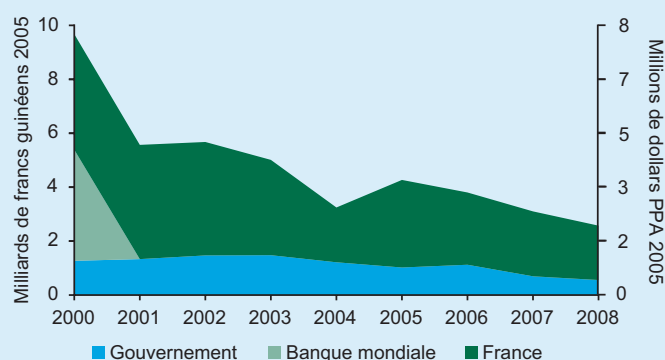
Les financements de la R&D agricole guinéenne proviennent de différentes sources, parmi lesquelles figurent l'État guinéen, les prêts octroyés par des banques de développement, les bailleurs de fonds étrangers et la vente de biens et de services. Le Gouvernement guinéen ne paie que les salaires des chercheurs et quelques frais de fonctionnement. Il faut donc tourner vers d'autres sources pour obtenir le financement nécessaire à la mise en œuvre des programmes de recherche. Comme nous l'avons mentionné précédemment, au cours de la période 1990–2008, l'IRAG était fortement tributaire des financements accordés par la France et par la Banque mondiale : le FAC-1 du Fonds d'aide et de coopération (FAC) du Gouvernement français (1989–1993) ; le Projet des services agricoles (PSA-1) de la Banque mondiale (1990–1994) ; le FAC-2 du Gouvernement français (1998–2002) ; le Projet national des services agricoles (PNSA) de la Banque mondiale (1996–2000) et le Fonds de solidarité prioritaire (FSP) du Gouvernement français (2003–2008). À ces financements s'ajoutent les contributions qu'ont apportées les centres régionaux de recherche agricole par le truchement de réseaux (cf. figure 6). Depuis l'achèvement du FSP en 2008, l'IRAG n'a plus bénéficié de subventions de la France. Le climat politique actuel du pays impacte négativement la volonté d'autres bailleurs de fonds, également, de soutenir des projets en Guinée. Par ailleurs, autant l'IRAG que les autres agences guinéennes ont de plus en plus de difficulté à acquérir des fonds de recherche en puisant à d'autres sources.

Figure 5—Dépenses (ajustées de l'inflation) de l'IRAG, par catégorie des coûts, 2000–2008



Source : calculs effectués par les auteurs, basés sur IFPRI-IRAG 2009.
Note : sont exclus les salaires des ressortissant étrangers employés par l'IRAG.

Figure 6—Les sources de financement de l'IRAG, 2000–2008



Sources : calculs effectués par les auteurs, basés sur IFPRI-IRAG 2009 ; Stads et Béavogui 2003.

Note : les données comprennent les financements de la Banque mondiale et la France. Les montants exacts contribués par d'autres bailleurs de fonds étant inconnus, ils ont été exclus. L'appui de la France comprend les salaires des chercheurs du CIRAD affectés à l'IRAG.

Parmi les partenaires étrangers qui, outre la France et la Banque mondiale, ont accordé un soutien financier à l'IRAG au cours des années 2000–2008, l'on relève l'IRD, le Centre japonais de recherche internationale en sciences agricoles (JIRCAS), le Centre du riz pour l'Afrique (CRA), l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI) et le Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles (CORAF) par le biais de plusieurs fonds compétitifs. Comme, malheureusement, les montants exacts contribués par ces autres donateurs étaient inconnus, ils n'ont pu être inclus dans la figure 6. Par ailleurs, outre leurs contributions financières, la France et la Corée du Nord accordent à l'IRAG un soutien en nature en affectant des agents de recherche à des postes permanents en Guinée. Ainsi, même si l'on constate que l'effectif total de chercheurs étrangers travaillant au sein de l'IRAG a diminué (en passant de 22 à 9 chercheurs ÉTP au cours des années 2000–2008), l'on trouve en Guinée un nombre relativement élevé de chercheurs « expatriés », ce par comparaison aux autres pays d'Afrique.

En 2004, le FSP approuva le projet intitulé Appui à la création d'un système national de recherche agronomique, zootechnique et halieutique en vertu duquel l'IRAG bénéficia d'une aide totale de 806 000 euros (courants), au cours de la période allant de septembre 2005 et mars 2009. L'objectif de ce projet était d'appuyer l'émergence d'un système national de recherche performant. Il s'articulait autour de trois composantes, dont les deux premières concernaient respectivement le renforcement et la consolidation de l'IRAG et du CNSHB. Elles comprenaient des activités de formation (en particulier de jeunes chercheurs), d'appui à l'organisation de la structure, à la programmation et à l'animation scientifiques, à la gestion, au renforcement des partenariats scientifiques et des relations avec les bénéficiaires des recherches, ainsi qu'un appui scientifique à la mise en place ou au développement de certains programmes de recherche prioritaires pour le secteur. La troisième composante, transversale, concernait spécifiquement l'appui à la dynamique de création d'un système national de recherche et visait à développer la coordination et les synergies entre les différentes structures participant à l'effort de recherche et relevant souvent de ministères différents. La mise en œuvre de cette dernière

composante impliqua largement la Direction nationale de la recherche scientifique et technique (DNRST) du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, tandis que le CIRAD et l'IRD étaient les principaux opérateurs des composantes visant le renforcement de l'IRAG et du CNSHB (MAEE 2004). En général, le projet est considéré comme un succès, car il a permis à l'IRAG de s'occuper de la formation de ses cadres et de beaucoup de jeunes chercheurs.

L'avenir de l'IRAG et des autres institutions de R&D agricole guinéennes demeure très incertain et dépend des nouvelles orientations de la politique générale du pays.

RÉPARTITION DES CHERCHEURS PAR FILIÈRES

Comme la répartition des ressources entre différents axes scientifiques implique des prises de décisions politiques significatives, des données détaillées ont été recueillies sur les effectifs de recherche (en ÉTP) affectés à des filières déterminées ou bien travaillant sur des thèmes spécifiques.

En 2008, presque la moitié des 229 (ÉTP) chercheurs agricoles guinéens pour lesquels des données étaient disponibles travaillait dans le domaine de l'agronomie (cf. figure 7). La recherche zootechnique occupait 13 % des chercheurs ÉTP; le domaine de la sylviculture représentait 3 %, de même que celui des ressources naturelles (3 % également). Pour ce qui est de la recherche halieutique, il faut noter qu'en 2008, ce domaine ne comptait plus que pour 8 %, une diminution sensible par rapport aux 16 % enregistrés en 2001. Ce glissement semble largement imputable à une diminution de l'effectif total des chercheurs au sein du CNSHB. Le restant des chercheurs guinéens concentraient leurs efforts sur la recherche socioéconomique, sur les recherches dites post-récoltes ou sur d'autres questions encore.

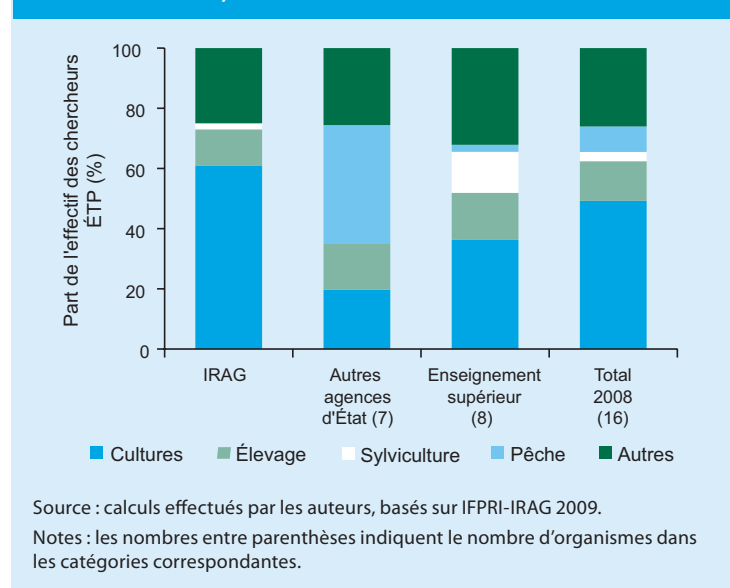
Tableau 2—Distribution des recherches agronomiques et zootechniques par produit principal, 2008

	IRAG	Autres agences d'État (7)	Enseignement supérieur (8)	Total (16)
Cultures	Parts des chercheurs ÉTP (%)			
Riz	24,7	2,0	12,4	21,0
Pommes de terre	12,3	6,7	—	10,8
Café	8,2	—	—	6,6
Palmier à huile	8,2	—	—	6,6
Maïs	6,8	0,6	4,7	5,9
Plantes ornementales	2,7	—	35,1	4,7
Autres cultures	20,5	46,9	—	22,3
Élevage				
Bovins à viande	11,0	—	16,2	10,0
Moutons et chèvres	5,5	—	10,5	5,2
Autres animaux	—	43,8	21,1	6,8
Total cultures et élevage	100	100	100	100

Source : calculs effectués par les auteurs, basés sur IFPRI-IRAG 2009.

Note : les nombres entre parenthèses indiquent le nombre d'organismes dans les catégories correspondantes.

Figure 7—Répartition des recherches entre les principales filières, 2001 et 2008



Distribution par filière

En Guinée, en 2008, le riz fut la culture la plus amplement étudiée : cette filière absorbait 21 % des chercheurs ÉTP effectuant des recherches sur les cultures et l'élevage (cf. tableau 2). Parmi les autres cultures importantes, on relève les pommes de terre, le café, l'huile de palme, le maïs et les plantes ornementales. Le Gouvernement guinéen ne se cache pas de donner la priorité à la recherche sur les cultures vivrières plutôt que sur les cultures d'exportation, en raison de l'importance accordée à la sécurité alimentaire. Les activités des chercheurs zootechniques de la Guinée se concentrent premièrement sur les bovins à viande, et sur les moutons et les chèvres.

CONCLUSION

Au cours de la période 2000–2008, l'effectif total des chercheurs agricoles en Guinée est resté relativement stable. Or le niveau d'investissement en R&D agricole a diminué de beaucoup : en 2008, le pays investissait environ 3,9 milliards de francs guinéens, soit 3,2 millions de dollars ÉU en prix constants de 2005) dans la recherche agricole, ce par rapport aux 14 milliards de francs guinéens (11,5 millions de dollars) investis en 2000. Cette baisse est largement imputable à l'IRAG, le principal organisme de recherche agricole du pays, largement tributaire de l'aide étrangère, et notamment celle obtenue dans le cadre des projets réussis dirigés par la Banque mondiale et par la France. Or la réduction du budget global affecté à la R&D agricole reflète non seulement l'affaiblissement du soutien des bailleurs de fonds, mais aussi la baisse des subventions de l'État : en 2008, la Guinée n'investit que 0,39 % de son PIBA dans la R&D agricole, ce qui représente l'un des niveaux les plus bas de l'Afrique de l'Ouest.

Malgré la chute des dépenses, la période 2000–2008 a vu deux avancées positives, notamment la formation d'un grand nombre de jeunes chercheurs de l'IRAG et la connexion de l'institut à Internet. Néanmoins, l'avenir s'annonce sombre tant

pour les organismes de R&D agricole de la Guinée, comme le climat politique actuel du pays n'incite pas les bailleurs de fonds à soutenir des projets en Guinée et les agences guinéennes ont de plus en plus de difficulté à acquérir des fonds de recherche par d'autres moyens. À défaut d'une perspective de financement, qu'il s'agisse de nouveaux projets de bailleurs de fonds ou bien du financement des associations de producteurs ou des entreprises privées, le Gouvernement guinéen devra considérablement augmenter sa contribution financière à l'IRAG s'il désire que ce dernier joue un rôle dans la réalisation de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté en effectuant des progrès dans le domaine de la recherche agricole. L'avenir de la R&D agricole en Guinée dépend donc fortement des nouvelles orientations de la politique générale du pays.

NOTES

¹ Une présentation des données financières exprimées soit en monnaies locales courantes, soit en dollars américains constants de 2005, est disponible sur le site web ASTI sous « ASTI data tool » (www.asti.cgiar.org/data).

RÉFÉRENCES

- Banque mondiale. 2009. World development indicators 2009. Washington, D.C.
- FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). 2009. FAOSTAT. <<http://faostat.fao.org/DesktopDefault.aspx?PageID=452&lang=fr>>.
- IFPRI-IRAG (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et Institut de recherche agricole de Guinée). 2009. Enquête ASTI. Enquêtes inédites.
- MAEE (Ministère des Affaires étrangères et européennes). 2004. *Appui à la création d'un système national de recherche agronomique, zootechnique et halieutique en Guinée*. Document 2003–082. Paris.
- Stads, G.J., et S. Béavogui. 2003. *La Guinée*. Abrégé de l'ASTI no 12. Washington, D.C. et Conakry: IFPRI et IRAG.

IFPRI-ROME

L'action de recherche sur les Indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricoles (ASTI) c/o ESA, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Viale delle Terme di Caracalla • 00153 Rome, Italie

Téléphone : +39-06-570.53192 / 56334 • Skype : ifpriromeoffice

Télécopie : +39-06-570.55522 • E-mail : asti@cgiar.org

www.asti.cgiar.org



Sous les auspices de

L'INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES

2033 K Street, N.W • Washington, DC 20006-1002, États-Unis

Téléphone : +1-202-862.5600 • Skype : ifprihomeoffice

Télécopie : +1-202-467.4439 • E-mail : ifpri@cgiar.org

www.ifpri.org

L'IFPRI se range parmi 15 centres de recherche agricole dont les principaux financements proviennent de gouvernements nationaux, de fondations privées, ainsi que d'organisations régionales et internationales (en majorité membres du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale), voir www.cgiar.org.

L'Institut de recherche agronomique de Guinée (IRAG) est le principal organisme de recherche agricole en Guinée. Il a été fondé en 1989 et se trouve sous la tutelle administrative du Ministère de l'Agriculture et de l'élevage. Son vaste mandat englobe les recherches agronomiques, zootechniques, sylvicoles et socioéconomiques. Pour en savoir plus, visitez le site web de l'IRAG à l'adresse <http://www.irag-guinee.org/>.

L'action de recherche ASTI qui étudie les indicateurs de la science et de la technologie agricoles recueille, traite et diffuse des données sur les développements institutionnels, les investissements et les ressources humaines appuyant la R&D agricole dans les pays en développement. Géré par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), le projet ASTI se réalise à travers des collaborations menées avec de nombreuses agences nationales et régionales, ainsi que sous la forme d'alliances avec des institutions internationales. Il est généralement admis que ce projet, qui bénéficie du soutien financier de la Fondation Bill et Melinda Gates ainsi que de contributions complémentaires de la part de l'IFPRI, constitue la source d'information qui fait autorité pour ce qui a trait au financement et à la structure de la R&D agricole dans le monde entier. Pour en savoir plus, visitez le site web ASTI (www.asti.cgiar.org).

Les auteurs remercient les 18 agences guinéennes qui ont participé à l'enquête ASTI. Sans leur engagement, la présente publication n'aurait pas été possible. Les auteurs remercient également Michael Rahija de son assistance aux travaux de recherche et Nienke Beintema et Teunis van Rheenen des commentaires qu'ils ont livrés sur une version préliminaire du rapport. L'équipe ASTI tient à reconnaître avec gratitude l'appui généreux de la Fondation Bill & Melinda Gates.

Copyright © 2010 Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et Institut de recherche agronomique de Guinée. Des sections de ce rapport peuvent être empruntées sans l'obtention d'une permission formelle, à condition que l'IFPRI et l'IRAG soient cités comme la source. S'adresser à ifpri-copyright@cgiar.org pour demander la permission de réimprimer ce document.

Cette Note de pays a été rédigée dans le cadre du programme ASTI. Son contenu n'a pas encore fait l'objet d'une évaluation par les pairs. Les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue ni les politiques de l'IFPRI.